

LE GRAND INSPIRATEUR DE L'EUROPE

Jean Monnet

L'Europe, l'Europe, l'Europe ! Ils sont nombreux, des dictateurs féroces aux humanistes éclairés, à l'avoir rêvée au cours de l'Histoire. Jean Monnet, avec quelques autres, l'a fait. Si son nom est connu, l'homme l'est beaucoup moins. Les élections européennes nous donnent l'opportunité de mieux connaître ce personnage qui aura, depuis la coulisse, marqué l'histoire du XX^e siècle.

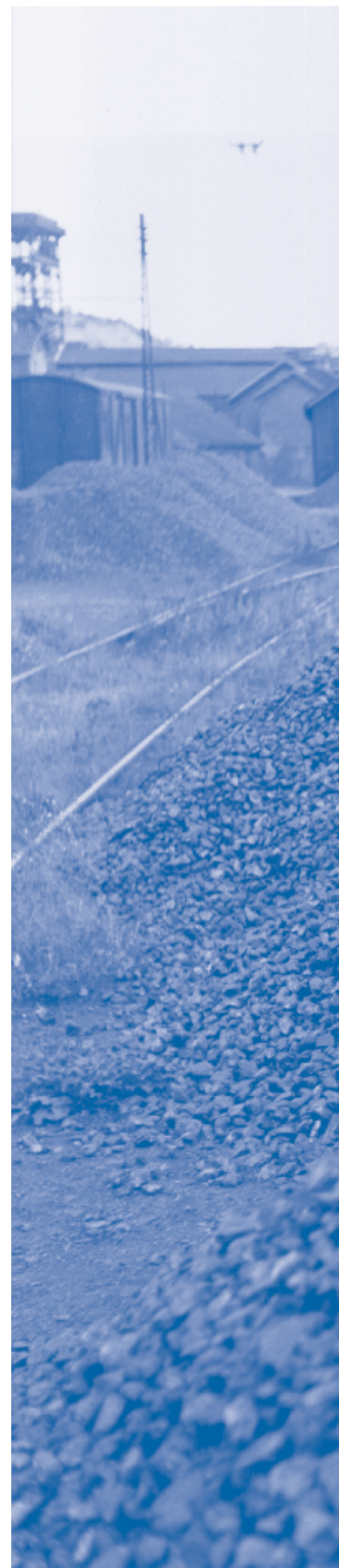
Concernant la méconnaissance dont il fait l'objet, il en a expliqué lui-même la raison. Lors de la rédaction du plan qui allait porter le nom de Schuman, et non pas le sien, qui prévoyait la mise en commun des ressources en charbon et en acier de la France et de la République fédérale d'Allemagne (RFA) sous une même autorité indépendante, il déclare : « Je n'ai jamais agi autrement, avoir une idée d'abord, chercher ensuite l'homme qui aura le pouvoir de l'appliquer. »

Né le 9 novembre 1888 dans une famille de négociants en cognac, dans la ville charentaise, Jean Monnet est tombé très tôt dans la marmite du précieux nectar. Adoléscent, dans la vaste maison de sa jeunesse qui sert aussi d'ambassade à l'entreprise familiale, il entend son père, Jean-Gabriel, s'entretenir avec ses clients. Cette proximité avec le monde des affaires lui a été « un précieux apprentissage qui lui permet de se sentir à l'aise partout », raconte Marti Grau, chef du service du Parlement européen à la maison Jean Monnet à Houjarray, sur le territoire de Bazoches (Yvelines), et conservateur du site. Ces conversations volées l'incitèrent également à apprendre l'anglais, qu'il

parlera parfaitement. C'est ainsi qu'ensuite, et jusqu'à 26 ans, il parcourt le monde pour vendre le cognac familial, se rendant principalement outre-Atlantique (États-Unis et Canada) et outre-Manche.


1914. La guerre éclate. Des soucis de santé ne lui permettant pas d'être mobilisé, il se rend à Bordeaux où le gouvernement s'est replié. Bien qu'inconnu, il y rencontre René Viviani, président du Conseil, l'équivalent de notre actuel Premier ministre. Très persuasif, il évoque sa vision de la France et de ses alliés. Et il conquiert le haut responsable politique qui l'envoie à Londres pour créer une amorce de gouvernement franco-britannique qui fera long feu, mais il en ressort un pool des flottes françaises et anglaises, afin d'éviter toute guerre commerciale entre les deux alliés, pour l'approvisionnement des militaires et des civils. Cette initiative s'avèrera très efficace, notamment pour le transport du blé.

La paix revenue, les vieilles habitudes reprennent. Déçu, il répond alors, en 1920, aux sollicitations de la toute jeune Société des Nations (SDN), ancêtre de l'ONU, créée un an plus tôt, dont le siège est fixé à Genève. Il y est nommé à l'un des cinq postes de secrétaire général adjoint. Très vite, son génie de l'organisation fait la différence.





Jean Monnet visite
une mine de charbon,
le 31 décembre 1950,
en France (Photo :
Reporters associés /
Gamma-Rapho
via Getty Images)



Après trois ans passés au bord du Léman, l'entreprise Monnet étant en difficulté, il quitte sa somptueuse propriété de fonction, « un palais hollywoodien », selon Marti Grau, pour retourner à Cognac. Mais il ne rentre pas seul, il emporte avec lui tous les meubles de son bureau qu'il a achetés à la SDN après un an de négociations. En 1927, les cognacs Monnet ayant retrouvé la santé, il devient banquier d'affaires, travaillant aussi bien pour le privé que pour des gouvernements dont il devient le conseiller financier. Fort de l'expérience acquise à la SDN en redressant les comptes de l'Autriche, il œuvre, entre autres, à des missions de stabilisation monétaire pour la Pologne et la Roumanie.

En 1929, il reprend ses valises et quitte le Vieux Continent pour le Nouveau.

Mauvaise année, c'est la crise. Elle ne l'empêche pas toutefois de poursuivre ses activités dans la finance. Il quitte ensuite l'Amérique pour un bref passage à Stockholm puis, plus surprenant, approché par le ministre des Finances de Tchang Kai-shek, il prend la direction de la Chine pour y mener une politique d'investissements internationaux portant sur divers secteurs, dont la construction de lignes de chemin de fer. D'un consortium réunissant les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et le Japon, qui contrôle une bonne partie des finances du pays, rendant le contexte compliqué, il en crée un autre, dirigé par les autorités chinoises, avec la même volonté d'attirer les investissements internationaux.

À la même période, les péripéties de son mariage nous en apprennent beaucoup sur l'homme. Lors d'un dîner, en 1929, il fait la connaissance d'une peintre italienne dix-neuf ans plus jeune que lui, Silvia de Bondini. Il a quarante-et-un ans, et elle vingt-deux. Elle est mariée, depuis une petite année, à Francesco Giannini, un employé de la banque Blair dont Monnet est le représentant pour l'Europe. Le lendemain, il lui adresse un bouquet de fleurs et le soir même, lors d'un nouveau dîner, elle porte une de ses fleurs, épinglée à sa robe. Il a compris le message et très vite, tous deux deviennent inséparables. Problème, l'Italie ne reconnaissant pas le divorce, les deux amants entament des années de procédures jusqu'à ce que Ludwik Rajchman, considéré comme le fondateur de l'Unicef, qu'il a rencontré à la SDN, lui suggère de se marier à Moscou. En effet, l'URSS reconnaît le divorce unilatéral pour ses ressortissants. Grâce à ses relations, Silvia prend la nationalité soviétique et ils se marient à Moscou, en 1934. Puis, en juin 1939, elle change de nouveau de passeport avec sa naturalisation française. Plus tard, Georges Berthoin, son directeur de cabinet à la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) donnera toute sa place à l'influence qu'elle a exercée sur son mari : « Elle lui expliquait à merveille ce qu'il ne sentait pas. Ce fut vraiment une réussite humaine entre les deux. Je considère qu'on ne comprendrait pas Monnet si on oubliait Silvia. » Cette collaboration dura pendant leurs quarante-cinq ans de mariage et elle ne s'acheva que par la mort de Jean, en 1979.

À la fin des années 1930, des nuages menaçants s'accumulent dans le ciel européen.

Jean Monnet est chargé, en 1938, d'explorer les possibilités de mettre l'appareil productif américain au service de la France, notamment pour la construction d'avions modernes qui nous font défaut. Dès la déclaration de guerre, il se fait de nouveau l'avocat d'un système de coordination des approvisionnements associant la France et le Royaume-Uni, dont il assure la présidence, devenant « le premier fonctionnaire fédéral du Nouveau Monde », selon un journal anglais. Dans son esprit, il ne s'agit là que d'une étape vers une union franco-britannique avec des institutions communes, la double nationalité automatique et immédiate pour les citoyens des deux pays, la fusion des deux parlements et une seule armée, l'idée étant d'amener la France à refuser tout armistice et à continuer la guerre. Le 16 juin 1940, il convainc le cabinet britannique, dont le Premier ministre, Winston Churchill. L'offre est transmise à Bordeaux où le gouvernement français s'est replié une fois encore, mais le Conseil des ministres rejette la proposition au grand dam de son président, Paul Reynaud, qui démissionne aussitôt.

À la suite de cet échec, Monnet se retire de la Commission de coordination franco-britannique qui n'a plus lieu d'être après la prise de pouvoir par le maréchal Pétain et la signature de l'armistice. Il travaille alors directement avec Churchill qui l'envoie à Washington pour participer à l'organisation du ravitaillement du Royaume-Uni par les États-Unis. Devenu un proche de Roosevelt, il devient le principal maître d'œuvre du Victory Program (Programme de la Victoire), plan d'économie de guerre destiné à faire de l'industrie US, « l'arsenal des Alliés », selon une formule qu'il souffle au président américain. Résultat : en trois ans, l'oncle Sam produit 275 000 avions, 90 000 chars, 65 millions de tonnes de navires et 6 340 000 véhicules légers.

Après l'entrée en guerre des GI et la libération de l'Afrique du Nord en 1942, il débarque à Alger où il essaie, en vain, de rapprocher les généraux Giraud et de Gaulle, soutenus le premier par Roosevelt, le second par Churchill. L'Américain, qui déteste l'Homme du 18 juin, souhaite, au départ, que Monnet conforte la position de son poulain. Bien que ses relations avec de Gaulle n'aient jamais été simples (deux ans plus tôt, Monnet avait déclaré à propos du chef de la France libre : « C'est quelqu'un, mais il n'y a pas de place dans la même ville pour lui et pour moi »), il sut se montrer pragmatique vis-à-vis du personnage, aussi dit-il à Roosevelt : « Vous vous trompez, de Gaulle est le leader politique dont la France aura besoin demain. » Finalement, le président américain se rallia aux conseils de celui qui, en la circonstance, aura été un très discret faiseur de rois.

Après sa parenthèse algéroise lors de laquelle il avait constaté l'absence du buste de Marianne, il demandera à toutes les mairies de la France Libre de mettre cette statue en bonne place. Marti Grau y voit une réponse à tous ceux qui lui reprochent une certaine tiédeur de son patriotisme : « Il était très Européen et très Français. Et sa fille s'appelle Marianne ». De plus, il avait, en bonne place, dans le salon de sa maison de Bazoches, un buste de ce symbole de notre République signé de Paul Belmondo.

Malgré ses divergences avec de Gaulle qui, d'un côté, lui reproche d'être « un petit financier à la solde des Américains » et qui, de l'autre, l'appelle « l'inspirateur », ce dernier, une fois la paix revenue et devenu le chef du gouvernement provisoire, fait appel à ses qualités d'organisateur, en 1945, pour aider au redressement de la

France. L'économie de guerre étant planifiée, il fallait que celle de la reconstruction le soit aussi pour être pleinement efficace. Il met alors en place le Commissariat général du Plan, bras armé de la reconstruction du pays, notamment en maintenant une partie des mécanismes de supervision qui avaient fait le succès de l'effort de guerre allié. Dirigé par Monnet, ce plan, principalement financé par l'aide américaine dans le cadre du plan Marshall, ambitionne de mettre en place un nouveau capitalisme avec l'aide de l'État, ce qui n'était pas pour déplaire aux libéraux et aux étatistes.

Le charbon et l'acier étant les deux principaux piliers de l'économie de guerre, il suggère de les mettre en commun pour désamorcer tout conflit futur entre pays européens. En plus de la France et de l'Allemagne, l'Italie et le Benelux (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) adhèrent à son projet. Ce sera la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), née après le discours de Robert Schuman le 9 mai 1950, inspiré par Monnet, et qui sera portée sur les fonts baptismaux lors du traité de Paris en 1951. Il entre en vigueur en 1952 et Monnet devient le premier président de la haute autorité, considérée aujourd'hui comme l'ancêtre de la Commission européenne, qui en est l'organe exécutif. Il déménage alors à Luxembourg.

Très impliqué dans le projet de Communauté européenne de défense (CED), qui prévoit la création d'une armée commune, il est extrêmement déçu, en 1954, par le refus de notre assemblée nationale qui ouvre une période de stagnation ; aussi, à la fin de cette même année, il décide de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat à la CECA. Après son retour en France, en 1955, dans sa chère maison d'Houjarray, il crée le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe et rassemble autour de lui des personnalités européennes, politiques et syndicales diverses, afin de faire pression sur des négociations alors en cours pour relancer l'intégration européenne. Pour cela, il considère comme « indispensable que les États délèguent certains de leurs pouvoirs à des institutions fédérales européennes », une philosophie qu'il résume d'une formule : « Nous ne coalisons pas les États, nous rassemblons les hommes ». Adeptes de la méthode des « petits pas », qui peuvent paraître négligeables, mais qui sont autant de leviers permettant de faire bouger les choses à tous les niveaux, y compris international, il favorise la continuité d'une logique sectorielle, cette fois autour du nucléaire civil avec l'Euratom. Il multiplie les initiatives comme la création d'un district fédéral échappant aux souverainetés nationales, où serait construite la capitale de l'Europe, la constitution d'un Conseil européen réunissant régulièrement les chefs d'État et de gouvernement, ou celle d'un gouvernement provisoire européen auquel il adjoint une assemblée élue au suffrage universel direct. Il s'intéresse aussi à l'intégration monétaire, à une éventuelle adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark aux communautés européennes.

En 1975, à 87 ans, il annonce son retrait de la vie publique et se lance alors dans l'écriture de ses mémoires,

dans sa propriété des Yvelines. Cette maison aux allures de cottage avec son toit de chaume et ses volets bleus a été, depuis 1945, non seulement son havre familial, mais aussi un lieu de travail et de réunions fort discret. Il l'a achetée à son retour de Washington sur les conseils de l'une de ses deux sœurs, Henriette, mariée au joaillier Chaumet, qui avait une propriété à trois kilomètres de Bazoches. Elle était occupée précédemment par Ivan Bratt, un médecin suédois, qui avait inspiré la

Sans doute à
l'avenue Foche, 1971
© J.C. Francolon, D.R.
(Photo : Fondation
Jean Monnet, Lausanne)



loi limitant la consommation d'alcool dans son pays. Là, sa vie est réglée comme du papier à musique. Il se lève de bonne heure et commence sa journée par une promenade dans la nature au cours de laquelle il structure ses idées. Il s'est d'ailleurs exprimé sur ce qui était, pour lui, une nécessité : « Je ne suis pas un spécialiste des oiseaux et des arbres, mais j'ai besoin de ça pour travailler ». C'était déjà le cas à Washington. Une fois de retour chez lui, il retranscrit ses pensées sur différents cahiers de couleurs variées, en fonction des thèmes. Comme il ne conduit pas, son chauffeur l'emmène ensuite à son bureau parisien. De 1955 à 1975, il y va presque chaque jour pour animer le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe. Les week-ends et les jours fériés, un certain nombre de proches, collaborateurs et amis se retrouvent chez lui pour échanger et confronter leurs points de vue dans le grand salon et dans la salle à manger. Les idées fusent. Monnet, comme il l'a confié, en revient toujours à « la méthode d'asseoir les gens autour de la table » afin qu'ils interagissent. Il les laisse parler et manger, se contentant d'orienter la discussion, bien souvent chaotique, pour aboutir aux conclusions qu'il souhaite. Partisan du dialogue continu, c'est un accoucheur qui considère que son rôle est de faire sortir les idées des autres. Et pour ça, il n'hésite pas à sortir cognac et cigares, même après avoir arrêté de fumer. Le Belge Paul-Henri Spaak a dit se rappeler deux choses de ces rencontres : « la première, c'est ce qu'il m'a dit et la seconde, ce qu'il m'a donné à manger ». Ainsi qu'il est écrit dans *Le Parisien*, qui rapporte des propos de Véronique Recher, chargée d'accueil, sa démarche

consistait en « ouvrir sa maison, accueillir autour d'un bon déjeuner, puis à s'installer dans le salon avec un café, un cigare et bien sûr un cognac. Sa méthode ? Créer la convivialité. À partir de là, on peut parler en ayant affaire à la personne, pas à sa fonction. »

La rédaction du fameux discours que prononça Maurice Schuman le 9 mai 1950 est édifiante. C'est Monnet qui l'a écrit avec ses collaborateurs, notamment Pierre Uri et Étienne Hirsch. Le texte final a été précédé de huit autres versions et Robert Schuman, à qui il est présenté, « le conserve à 85 % », nous dit Marti Grau, n'apportant avec son bras droit, Bernard Clappier, que des modifications en marge.

De grands dirigeants et de hautes personnalités comme le président Eisenhower et Eleanor Roosevelt prennent le chemin du hameau d'Oujarray pour le rencontrer. Le 16 mars 1979, il s'éteint au milieu des siens. Il repose à Bazoches puis, neuf ans plus tard, ses cendres sont transférées au Panthéon.





Le Parlement européen achète sa maison en décembre 1982.

Il y plante le drapeau bleu étoilé et la transforme en un lieu muséal consacré à la vie et à l'œuvre de son ex-propiétaire ainsi qu'au fonctionnement de la Communauté européenne. La Maison Jean Monnet ouvre, gratuitement, au public en 1987. Les visiteurs y découvrent son cadre de vie parfaitement reconstitué, bien qu'il ait l'habitude de changer constamment de place son mobilier et les objets qui l'entourent. Le salon, la pièce principale de la maison, semble attendre son retour, figé dans le temps avec les tableaux de compositions florales de son épouse accrochés aux murs. Sa bibliothèque contre laquelle elle mettait ses toiles à sécher. Son canapé de velours rouge témoin de bien des confidences. Une bouteille de cognac, Monnet évidemment, posée sur une petite table, qui ne sera jamais bue. Une statue de coq qui l'a toujours accompagné dans ses pérégrinations trône sur un secrétaire. Autre statue, une copie de sa Marianne sculptée par Paul Belmondo. Un téléphone en bakélite noire qui ne sonne plus depuis longtemps ; lorsqu'il habitait là, il y en avait pratiquement un dans chaque pièce. Il dictait tous ses textes à sa secrétaire, comme vient nous le rappeler une machine à écrire Underwood, identique à celle utilisée à l'époque, installée sur une petite table basse face à la cheminée. On apprend qu'il lisait peu de romans, suivant en cela le conseil de son père qui lui avait dit, à la veille de son premier voyage, alors qu'il avait seize ans : « N'emporte pas de livres, mais regarde par la fenêtre. Personne ne peut penser pour toi ». Néanmoins, il lisait énormément de journaux et, s'il ouvrait un livre, c'était généralement un essai. Ses lectures avaient donc un aspect utilitaire, exception faite de deux biographies : une de Benjamin Franklin et l'autre de Trotski ! Il aimait également beaucoup le récit tiré de l'expédition du Kon-Tiki. Il voyait dans cet ouvrage la métaphore des combats qu'il avait lui-même menés pour franchir les multiples obstacles qui s'étaient dressés sur sa route tout au long de sa vie.

De son bureau, au premier étage, où il ne recevait pas, il ne reste aucun souvenir, tout l'espace est désormais occupé par des équipements numériques, notamment une table ronde, qui permet de « dialoguer » avec lui. La salle à manger, attenante au salon, est prête à accueillir ses convives. Couverts, assiettes... rien ne manque sur la table. C'est si vrai que le 31 décembre 2020, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, Charles Michel, président du Conseil européen, et David Sassoli, alors président du Parlement européen, déjeunèrent là, sur cette même table. Évoquèrent-ils les mannes de Jean Monnet lors de ce repas qui avait au menu la place de l'UE dans le monde et ses ambitions dans les domaines climatiques et numériques, à l'heure du Brexit ? À l'évidence, cette maison n'est pas qu'un lieu de mémoire, elle est aussi bien vivante. Et elle l'est d'autant plus qu'une annexe, à l'architecture très réussie, a été construite récemment par le Parlement européen. Cette sorte de Camp David permet aux principaux dirigeants européens de se rencontrer et d'échanger dans le berceau de l'UE. De plus, Ujarray accueille des réunions du bureau du Parlement, des conférences scientifiques internationales, ainsi que des rencontres dans le cadre du Dialogue Jean Monnet pour la paix et la démocratie, afin de tenter d'apporter des réponses à des tensions politiques dans certains pays (Ukraine, Macédoine du Nord, Serbie, par exemple). Enfin, des programmes de formation professionnelle y sont assurés pour le personnel du Parlement. L'esprit de Jean Monnet, qui fait la part belle au pragmatisme, au dialogue, à la solidarité et aux valeurs de la paix continue de souffler dans ces lieux.

Francis Gouge ■

Cérémonie lors du transfert des cendres de Jean Monnet au Panthéon, le 9 novembre 1988, à Paris (Photo : Éric Bouvet / Gamma-Rapho via Getty Images)